

Rapport de gestion pour la période
de trois mois terminée le 30 septembre 2011



Découvrir la Baie James



Ressources Sirios inc.

TSX V : SOI
www.sirios.com



S I R I O S

**RESSOURCES SIRIOS INC.
RAPPORT DE GESTION
POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS
TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2011**

Table des matières

MISSION ET PROFIL DE LA SOCIÉTÉ.....	3
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DU TRIMESTRE	3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3
PROJETS	4
PLANIFICATION – SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'EXPLORATION	6
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES	7
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	8
SITUATION DE LA TRÉSORERIE.....	9
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES	11
ADOPTION DES PRINCIPES E3 PLUS.....	11
ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS	12
CONVENTIONS COMPTABLES	12
RISQUES ET INCERTITUDES.....	16
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	17



**RESSOURCES SIRIOS INC.
RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE
POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS
TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2011**

Ce rapport de gestion est daté du 22 décembre 2011 et présente une analyse de nos résultats et de notre situation financière pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2011. Cette discussion et analyse des résultats financiers intermédiaires devrait être lue en parallèle avec les états financiers intermédiaires non vérifiés pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2011 et les états financiers annuels vérifiés pour les exercices terminés les 30 juin 2011 et 2010. Les états financiers intermédiaires du 30 septembre 2011 n'ont pas été révisés par les auditeurs externes.

Notre rapport de gestion contient des énoncés d'ordre prospectif, non appuyés par des faits historiques. Les énoncés prospectifs expriment, à la date de notre rapport de gestion, nos estimations, prévisions, attentes et opinions par rapport à nos activités et à l'égard d'événements futurs. Les énoncés prospectifs exprimés dans notre rapport sont raisonnables, mais ils comprennent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avèreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante nos résultats, nos activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix des substances minérales, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

De plus, ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») et conformément aux méthodes comptables que la Société se propose d'adopter pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 30 juin 2012. Ces méthodes comptables sont fondées sur les normes IFRS qui, selon la Société, seront alors en vigueur.

MISSION ET PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Ressources Sirios Inc. (« Sirios » ou la « Société ») a pour mission la découverte de gisements de classe mondiale d'or et de métaux de base à la Baie James dans l'est du Canada. Les efforts de Sirios ont conduit à la découverte de nombreux indices d'or, d'argent, de zinc, de cuivre, de molybdène au Québec. En 2001, Sirios a reçu le prix du «Prospecteur de l'année» par l'Association des Prospecteurs du Québec.

Les actions ordinaires de Sirios, compagnie du Tiers 1, se transigent à la Bourse de croissance TSX sous le symbole SOI. Au 30 septembre 2011, il y a 118 726 758 actions ordinaires de Sirios émises et en circulation.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DU TRIMESTRE

- Dépenses en exploration et évaluation de 326 627 \$ effectuées principalement sur la propriété Baleine au cours du trimestre. Dépenses au T1-2010-2011 : 79 932 \$.
- Acquisition de claims pour 6 765 \$

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Analyse des travaux d'exploration

Le tableau suivant comprend les principales dépenses d'exploration et d'évaluation faites sur les propriétés de la Société :

Propriété	Géologie et prospection	Géochimie analyses	Géophysique, coupe de lignes	Transport, hélicoptère, campement	Forage	Frais généraux, d'exploration mise en plan	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aquilon	-	-	-	12 054	-	6 882	18 936
Sharks & Cheechoo	15 617	-	-	6 156	-	2 199	23 972
Pontax	5 461	9 115	-	-	5 633	-	20 209
Baleine	48 233	-	-	128 204	-	-	176 437
Koala	9 817	-	-	30 990	-	160	40 967
Autres	16 192	-	7 000	11 502	-	11 412	45 774
TOTAL	95 320	9 115	7 000	188 906	5 633	20 653	326 626

Analyse des acquisitions, disposition, radiations et renouvellement de droits miniers

Propriété	Paiement reçu sur option \$	Renouvellement de claims \$	Nouveaux claims \$	Disposition \$	Total \$
Upinor		6 765			6 765

Les données techniques contenues dans le texte qui suit ont été révisées par Dominique Doucet, ingénieur et président de Sirios. M. Doucet est une personne qualifiée tel que défini par la Norme canadienne 43-101. Seules les propriétés ayant fait l'objet de travaux significatifs pendant le trimestre sont ici brièvement décrites, le lecteur peut se référer aux autres rapports trimestriels et au rapport de gestion annuel du 30 juin 2011 pour obtenir des informations additionnelles sur les propriétés de la Société.

PROJETS

Projet CHEECHOO

Ce projet englobe les propriétés aurifères Cheechoo et Sharks détenues par Sirios (40%) et Golden Valley Mines Ltd. (60%). Les claims sont principalement situés directement et adjacents à l'est de la propriété aurifère Éléonore de Mines Opinaca Ltée. (filiale de Goldcorp inc.) et à 13 km à l'est de l'aire du gisement lui-même, à 320 km au nord de Matagami à la baie James au Québec. Ces propriétés comprennent maintenant 242 claims dans les feuillets SNRC 33B12 (218 claims) et 33C09 (24 claims), cependant Sirios a indiqué à son partenaire, en décembre 2010, de son intérêt de poursuivre l'exploration que sur un bloc de 121 claims couvrant environ 6 100 hectares.

Un petit programme de prospection a été initié en septembre 2011 dans la portion adjacente à la propriété détenue par Mines Opinaca, soit la portion ouest sud-ouest de la propriété. Les résultats provenant de ces travaux se sont avérés non-significatifs.

Pendant le trimestre, les travaux totalisaient 23 972 \$ représentant 40%, soit la quote-part de Sirios dans la propriété.

Propriété PONTAX

La propriété Pontax, acquise conjointement avec Exploration Dios inc. (« Dios »), est située à la Baie James au Québec, à environ 350 km au nord de Matagami. Elle comprend 447 claims couvrant près de 225 km carrés. Le projet a pour objectif de tester le potentiel en diamant et en métaux d'une région non-explorée antérieurement. L'entente avec Dios stipule que la participation de chacune des compagnies est de 50% et que les coûts d'acquisition sont partagés à parts égales.

Tel que convenu dans l'entente de 2005 avec Dios, en fonction des résultats obtenus, si le projet devenait principalement axé vers l'or ou les métaux, alors Sirios a la possibilité de racheter la

participation de Dios en lui remboursant en argent ou en actions ses frais encourus jusqu'alors (acquisition de claims + travaux) et vice-versa. Dios conserverait à ce moment une redevance nette de fonderie (NSR) de 1% rachetable pour 1 000 000 \$.

Un programme héliporté de forage au diamant a été réalisé sur la propriété en juin 2011. Douze forages de calibre NQ ont été complétés pour un total de 1 683 mètres. Les carottes de forage ont ensuite été transportées aux installations d'IOS Services Géoscientifiques inc. à Chicoutimi où elles ont été décrites et échantillonnées. Les échantillons de carotte ont alors été expédiés à un laboratoire indépendant de Val-d'Or.

Les cibles de forage à potentiel argentifère et aurifère avaient été définies dans un rayon de moins de 3 kilomètres de la découverte à haute teneur en argent effectuée par la compagnie en 2006. Elles consistent d'anomalies géochimiques multi-métalliques dans les sols (humus) mises en relation avec des anomalies géophysiques de polarisation provoquée. Les cibles sont documentées dans un rapport d'interprétation des levés d'échantillonnage de sol produit par R. Girard, géologue-consultant indépendant de la firme IOS Services Géoscientifiques inc. de Chicoutimi, Québec. En date de production de ce rapport, environ 90% des résultats d'analyses ont été reçus et montrent des teneurs non-significatives.

Pendant la période les derniers coûts reliés à la campagne de forage totalisaient 20 209 \$.

Propriété BALEINE

Cette propriété, située près de la grande rivière de la baleine, est constituée de 128 claims dans le feuillet SNRC 33J15 et de 24 claims dans le feuillet adjacent 33O02 à la Baie James au Québec. Elle a une superficie d'environ 7 600 hectares. Des travaux de prospection totalisant 176 437 \$ ont été effectués pendant le mois de juillet 2011. Les résultats provenant de ces travaux se sont avérés non-significatifs.

Propriété KOALA

La propriété Koala est constituée de 97 claims couvrant environ 5 000 hectares dans le feuillet SNRC 33K01 à proximité du réservoir LG-2 à la Baie James au Québec. Des travaux de prospection totalisant 40 967 \$ ont été effectués pendant le mois de juillet 2011. Les résultats provenant de ces travaux se sont avérés non-significatifs.

Autres propriétés

Étant donné que l'équipe de Sirios génère habituellement elle-même ses projets d'exploration à partir de l'hypothèse scientifique, l'acquisition de propriétés minières se fait la plupart du temps directement sans intermédiaire par désignation sur carte auprès des autorités gouvernementales. Cette façon de procéder est, selon les dirigeants de Sirios, la méthode la moins dispendieuse et la plus profitable pour tous les actionnaires car elle ne cause aucune dilution induite du capital-actions. Quelquefois des travaux d'exploration préliminaires seront initiés sans donner de résultats probants et le projet embryonnaire sera alors radié durant le trimestre en cours, cela explique les frais radiés relatifs à la rubrique «Autres propriétés » apparaissant dans les états financiers annuels ou trimestriels.

PLANIFICATION – SOMMAIRE DES PROGRAMMES D’EXPLORATION

PROPRIÉTÉ	TRAVAUX PLANIFIÉS 2011-2012	BUDGET	ÉTAPES SUIVANTES
AQUILON	Échantillonnage en vrac	400 000 \$ à 600 000\$ (quote-part de 50%)	Forage additionnel
PONTAX	Compilation des données à venir	À déterminer selon résultats à venir	À déterminer selon résultats à venir
CHEECHOO	Compilation des données à venir de la prospection 2011, géophysique, forage	À déterminer selon résultats à venir, minimum de 300 000 \$ estimé (quote-part de 40%)	À déterminer selon résultats à venir
AUTRES (AAA, NASA)	Télé-détection, reconnaissance, échantillonnage de till, acquisition de claims	200 000 \$	Géophysique aéroportée et au sol, prospection, forage
TOTAL 2011-2012		900 000 \$ à 1 100 000 \$	

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Une perte nette de 170 051\$ est enregistrée pour le T1-2011-2012 en comparaison avec une perte nette de 120 282 \$ au T1-2010-2011. La variation est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses d'administration depuis l'année précédente.

Analyse des frais généraux et d'administration

Les frais généraux et d'administration pour la période totalisent 157 746 \$ en comparaison avec 107 044 \$ au T1 de l'année dernière.

Frais généraux et d'administration	2011-2012	2010-2011
	Période de trois mois se terminant le 30 septembre 2011 \$	Période de trois mois se terminant le 30 septembre 2010 \$
Honoraire professionnels	37 886	28 115
Salaires et charge au titre des avantages du personnel	69 614	43 318
Publicité, voyages et relations publiques	8 518	13 029
Charges locatives	5 081	4 375
Assurances, taxes et permis	1 978	2 245
Frais de bureau	3 151	2 200
Inscription, registrariat et relations avec les actionnaires	10 956	2 610
Intérêts et frais bancaires	20 228	9 351
Amortissement des immobilisations corporelles	334	1 801
Total	157 746	107 044

En comparant les frais généraux et d'administration pour les périodes de trois mois des années 2011-2012 et 2010-2011, on note des variations, notamment une augmentation du poste *Salaires et charge au titre des avantages du personnel*, que l'on peut expliquer par l'embauche de personnel depuis l'année dernière. De plus, les augmentations dans *Inscription, registrariat et relations aux actionnaires* et *Intérêts et frais bancaires* sont attribuées à la finalisation des financements terminés durant l'année précédente ainsi que par les préparatifs de l'assemblée annuelle qui s'est déroulée le 1 décembre 2011.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2011-2012	2010-2011				2009-2010		
	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$
Revenus	(12 305)	39 741	(21 807)	(47 089)	(15 001)	(336 397)	246 698	19 978
Perte nette (profit net)	170 051	383 900	136 576	169 414	116 004	586 411	(338 575)	131 399
Perte nette (profit net) par action	0,001	0,005	0,001	0,002	0,001	0,006	(0,004)	0,02

Les revenus sont constitués principalement de la plus-value (moins-value) non réalisée des actions cotées et des intérêts gagnés sur les liquidités de la Société.

Dans les huit derniers trimestres, la perte nette (ou exceptionnellement un profit net) trimestrielle varie de façon très irrégulière entre un profit de 338 735 \$ et une perte de 586 411 \$. Un profit net exceptionnel de 338 575 \$ au T3-2009-2010 est principalement attribuable à 1) la plus-value non réalisée des actions cotées de 245 316 \$ qui reflète la hausse importante du placement (constitué d'actions de Exploration Dios inc.) sur les marchés boursiers et 2) à des impôts futurs recouverts de 176 904 \$ qui viennent aussi gonfler aussi de façon très importante le profit net de la période. La perte du T4 2009-2010 de 586 411 \$ s'explique par la vente de la propriété Escale et la baisse de la valeur au marché des actions cotées.

Pour le T1 2010-2011, T3-2010-2011 et le T1-2011-2012 les pertes non réalisées des actions cotées de 16 131 \$, 46 363 \$ et 13 260 \$ viennent diminuer les revenus jusqu'à un montant négatif de 15 001 \$, 21 807 \$ et 12 305 \$ respectivement. À l'effet contraire, au T1-2009-2010, on note un gain non réalisé des actions cotées de 245 316 \$ qui augmente les revenus à 246 698 \$.

Pour le T2-2010-2011, la perte trimestrielle peut être expliquée, en partie, par la radiation des propriétés Phoenix et MTK, celle-ci totalisant 122 380 \$ en frais d'exploration reportés et 30 624 \$ en coût de propriétés minières. La hausse de la perte nette du T4-2010-2011 à 383 900 \$ s'explique par la radiation de la radiation de la propriété Cognac et par des hausses aux trois postes suivants soit : *Salaires et charge au titre des avantages du personnel*, *Honoraires professionnels* et *Publicité, voyages et relations publiques*. Ces hausses sont liées aux efforts de représentation effectués à Toronto, Calgary et Vancouver et aux financements qu'ils ont permis de réaliser pendant ce même trimestre. La radiation de la propriété Cognac comprend, tant qu'à elle, 13 566 \$ en coût de propriétés minières et 83 835 \$ en frais d'exploration reportés.

SITUATION DE LA TRÉSORERIE

Le fonds de roulement, incluant les fonds à dépenser en frais d'exploration reportés, est passé de 1 786 753 \$ au 30 juin 2011 à un montant de 1 486 604 \$ au 30 septembre 2011. Pendant la période les fonds ont été utilisés pour des activités d'exploration et d'administration. Le découvert bancaire est déterminé par la différence entre les fonds réservés à l'exploration et les fonds en banque.

Les dirigeants de Sirios considèrent acceptable l'état de ses liquidités et continuent de contrôler de façon stricte les frais généraux et d'administration. La Société est considérée comme une société d'exploration et elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. **De plus, le climat actuel d'incertitude exige des efforts plus grands qu'auparavant pour obtenir des fonds auprès d'investisseurs.**

Au 30 septembre 2011 :

- 118 726 758 actions ordinaires étaient émises.
- 4 471 000 options étaient attribuées et 3 229 750 peuvent être levées à des prix variant de 0,10 à 0,425 de 2012 à 2016. Chaque option permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.
- 14 017 210 bons de souscription étaient émis. Chaque bon de souscription permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.
- 1 228 800 bons de souscription aux courtiers étaient émis. Chaque bon de souscription permet à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société.

Variation du capital-actions émis au 22 décembre 2011 :

Description	Nombre d'actions	Montant \$
Au 30 juin 2011	118 726 758	20 997 992
Au 30 septembre 2011 et 22 décembre 2011	118 726 758	20 997 992

Options

Variation du nombre d'options en circulation au 22 décembre 2011 :

Date	Nombre d'options	Prix moyen de levée (\$)
Au 30 juin 2011	4 471 000	0,17
Au 30 septembre 2011 et décembre 2011	4 471 000	0,17

Options attribuées aux administrateurs et dirigeants et pouvant être levées au 22 décembre 2011 :

Date d'expiration	Nombre d'options	Pouvant être levées	Prix de levée (\$)
13 mars 2012	790 000	790 000	0,38
30 avril 2012	25 000	25 000	0,425
14 février 2013	761 000	761 000	0,18
3 février 2014	870 000	870 000	0,10
22 avril 2015	925 000	508 750	0,10
11 mai 2016	1 100 000	275 000	0,10
	4 471 000	3 229 750	0,17

Bons de souscription

Date	Nombre de bon de souscription	Prix moyen de levée (\$)
Au 30 juin 2011	14 657 210	0,14
Expirés	(640 000)	-
Au 30 septembre 2011 et 22 décembre 2011	<u>14 017 210</u>	0,14

Pendant le trimestre, il n'y a eu aucun exercice de bons de souscription.

Options aux courtiers

Date	Nombre de bon de souscription	Prix moyen de levée (\$)
Au 30 juin 2011	1 228 800	0,09
Au 30 septembre 2011 et 22 décembre 2011	<u>1 228 800</u>	0,09

Au cours de l'exercice précédent, 1 228 800 options aux courtiers ont été émises à titre de rémunération, suite à un financement, à un prix d'exercice de 0,09 \$. La juste valeur de ces options aux courtiers a été comptabilisée dans les frais d'émission d'actions pour un total de 24 576 \$ et a été estimée selon le modèle d'évaluation Black-Scholes.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES

La rémunération payé ou payable aux principaux dirigeants (le président et le chef des finances) est la suivante :

	Période de trois mois terminée le	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Salaires	101 628	63 613
Charges sociales	464	183
Paiements fondés sur des actions	22 835	20 548
Régime gouvernementaux à cotisations définies	4 457	1 961
	129 384	86 305

Une partie importante de la rémunération du président a été allouée au poste *Actifs d'exploration et d'évaluation*.

ADOPTION DES PRINCIPES E3 PLUS

L'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (PDAC), dont Sirios est membre, a établi E3 Plus, un cadre d'exploration responsable. E3 Plus a pour but d'aider les sociétés d'exploration à améliorer leur rendement dans les domaines de la responsabilité sociale, de la gestion de l'environnement et de la santé-sécurité et à intégrer ces trois aspects dans tous leurs programmes d'exploration. Ressources Sirios a adopté les huit principes E3 Plus et demande également à ses consultants et fournisseurs de les respecter. Voici les principes qui s'appliquent principalement à la compagnie :

- Pratiques commerciales éthiques : Sirios continue d'appliquer des procédures de gestion qui favorisent l'honnêteté, l'intégrité, la transparence et l'obligation de rendre compte.
- Intégrer les communautés d'accueil et des autres parties affectées et intéressées : Lors de ses travaux d'exploration, Sirios s'assure d'interagir avec les communautés autochtones dont les trappeurs, organisations, groupes et individus, en faisant preuve de respect, d'inclusion et de participation significative.

À l'été 2010, une visite hélicoptérée des propriétés Pontax et Pontax-Lithium a été entreprise avec MM. David Blackned, trappeur cri de la communauté de Waskaganish possédant la ligne trappe qui inclut la propriété Pontax-Lithium. La visite, dirigée par le président de Sirios, a permis à M. Blackned et à trois de ses fils de constater sur place les travaux effectués jusqu'à maintenant par Sirios. Une visite du camp de chasse de M. Blackned a aussi été réalisée.

En septembre 2011, le président de Sirios a également visité la ligne de trappe, située sur la propriété Aquilon, en compagnie d'un trappeur cri de Chisasibi.

- Protéger l'environnement : Sirios effectue ses activités d'exploration de manière à avoir un impact minimal sur l'environnement et applique, dans toutes ses opérations, les principes du développement durable.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 7 octobre 2011, la Société a procédé au transfert de sa propriété Tilly et ses participations de 50% dans les propriétés Pontax-Lithium et Murdoch, à Exploration Khalkos inc. ("Khalkos"). En contrepartie, Khalkos a émis 8 663 905 actions à un prix de 0,20 \$ par action. Cette transaction a été effectuée à la valeur aux livres de la Société au 30 juin 2011, soit 1 732 781 \$.

Le 14 novembre 2011, la Société a remboursé sa débenture convertible, par émission d'actions et en argent. En accord avec les termes initiaux de la débenture, un total de 3 000 000 actions à été émis à un prix de 0,05 \$, en plus d'un paiement de 9 074 \$, représentant l'intérêt couru.

Lors de l'assemblée annuelle, le 1 décembre 2011 dernier, la résolution de distribution d'action de Khalkos aux actionnaires de la Société a été acceptée. Selon celle-ci, la Société distribue à ses actionnaires 5 936 338 actions ordinaires de Khalkos, sur la base d'une (1) action ordinaire de Khalkos pour chaque tranche de 20 actions ordinaires de la Société.

CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations incluent la valeur de recouvrement des propriétés minières et des dépenses d'exploration reportées, les impôts futurs et les paiements fondés sur des actions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Arrangements hors bilan

Il n'y a aucun arrangement hors bilan au 30 septembre 2011.

Normes internationales d'information financière («IFRS»)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé le 1^{er} juillet 2011 comme date de changement pour l'information financière des sociétés ouvertes canadiennes, qui devra alors correspondre aux IFRS.

Les états financiers intermédiaires consolidés du 30 septembre 2011 de la Société ont été préparés conformément aux IFRS. Comme c'est la première fois que les résultats financiers de la Société et sa situation financière sont présentés selon les IFRS, les états financiers intermédiaires consolidés du 30 septembre 2011 ont été préparés conformément à IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à IFRS 1 *Première adoption des Normes internationales d'information financière*.

Les états financiers de la Société étaient auparavant préparés conformément aux PCGR (Principes Comptables Généralement Reconnus) du Canada. Les PCGR du Canada diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des états financiers intermédiaires consolidés du 30

septembre 2011 conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation et d'évaluation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. Les informations comparatives de l'exercice 2011 ont été retraitées pour rendre compte de ces modifications. Les informations à fournir par voie de note jugées importantes à la compréhension des états financiers intermédiaires modifiés de la Société qui figureraient normalement dans les états financiers annuels préparés conformément aux IFRS sont fournies à la note 21 des états financiers intermédiaires consolidés du 30 septembre 2011. Cette note présente aussi le rapprochement des capitaux propres, des résultats et du résultat étendu selon les PCGR du Canada et selon les IFRS, de même que la description de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les états financiers intermédiaires consolidés du 30 septembre 2011 ont été préparés selon la méthode du coût historique.

Au moment de la transition, l'IFRS 1 dicte certaines exceptions obligatoires et certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective complète. Les exceptions et exemptions suivantes ont été adoptées par la Société.

Exemptions obligatoires

Les estimations établies selon les IFRS par la Société à la date de transition aux IFRS sont cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, le cas échéant.

Les actifs et les passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 1er juillet 2010 selon le référentiel comptable antérieur n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS. La Société a appliqué par anticipation la modification de l'IFRS à ce sujet au niveau de la date d'application de l'exception soit le 1er juillet 2010.

Exceptions facultatives

La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2, Paiements fondé sur des actions, aux options octroyées avant le 4 février 2009 et aux options octroyées après le 4 février 2009 dont les droits sont devenus acquis avant la date de transition.

Transition aux IFRS

Les modifications constatées pour le passage aux IFRS sont principalement les suivantes :

1. Actions émises dans le cadre d'un placement accréditif

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la totalité des produits reçus à l'émission de ces actions accréditives a été créditée au capital-actions.

Selon les IFRS, l'émission d'actions accréditatives est comptabilisée comme un instrument financier composé. La composante Passif représente l'obligation de transférer des déductions fiscales au profit des investisseurs. Les produits des émissions d'actions dans le cadre de placements privés accréditifs sont répartis entre les actions accréditatives émises et le passif au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de la Bourse des actions actuelles au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué au passif.

Selon les IFRS, lorsque la Société a renoncé aux déductions fiscales et a engagé les dépenses admissibles (ou a engagé les dépenses admissibles et a l'intention de renoncer aux déductions fiscales), la vente de déductions fiscales est comptabilisée en résultat en diminution de l'impôt différé et un passif d'impôt futur est comptabilisé pour l'écart temporaire entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées dans les actifs et la base fiscale de celles-ci, la contrepartie étant comptabilisée en impôt différé en résultat.

Il n'y a aucune exemption en vertu de l'IFRS 1 pour les premiers adoptants à l'égard des actions accréditatives et le traitement IFRS est donc applicable rétrospectivement.

L'impact sur la transition de la Société aux IFRS est le suivant :

	Au 1 ^{er} juillet 2010	Au 30 septembre 2010	Au 30 juin 2011
Capital-actions			
Augmentation (diminution)	(435 188)	-	(372 780)
Cumulatif	(435 188)	(435 188)	(807 968)
Déficit			
Augmentation (diminution)	(494 119)	(1 763)	(16 981)
Cumulatif	(494 119)	(495 882)	(511 100)
Autres passifs			
Augmentation (diminution)	16 982	(1 763)	179 175
Cumulatif	16 982	15 219	196 157

2. Différences de présentation

État de la situation financière

Les postes *Propriétés minières* et *Dépenses d'exploration reportées* ont été regroupés pour fins de présentation sous le libellé *Actifs d'exploration et d'évaluation*.

Le poste *Crédits d'impôts et de droits remboursables à recevoir* est présenté séparément.

La *Trésorerie détenue à des fins d'exploration* était libellée à long terme (non-courant) avec le référentiel comptable antérieur, maintenant ce poste est libellé comme étant courant.

Les *Autres actifs financiers courants* comprennent l'ancien poste *Actions détenues à des fins de transaction*. Ce poste est maintenant dans la section courant.

État du résultat global

Le poste *Salaires et charge au titre des avantages du personnel*, au fins des IFRS, a été ajusté de la façon suivante :

	30 septembre 2010 3 mois	30 juin 2010 12 mois
	\$	\$
Solde selon les normes avant le basculement	22 770	144 925
Regroupement Rémunération à base d'action	14 507	38 584
Ajustement des paiements fondés sur des actions	6 041	6 283
Solde selon les IFRS	43 318	189 792

Les postes *Inscription et registrariat* et *Information aux actionnaires* ont été regroupés pour fins de présentation sous le libellé *Frais de fiducie, d'enregistrement et relations avec les actionnaires*.

3. Paiements fondés sur des actions

Selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, la juste valeur d'un paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requis pour assurer l'acquisition. De plus, la renonciation à des paiements fondés sur des actions est comptabilisée lorsqu'elle survient.

Selon l'IFRS 2, chaque tranche de paiement fondé sur des actions, dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque attribution est comptabilisée selon ce qui précède. De plus, la Société doit faire une estimation du nombre de paiements fondés sur des actions dont la renonciation est attendue, estimation qui est révisée si des informations ultérieures indiquent que le nombre réel de paiements fondés sur des actions sera probablement différent du nombre estimatif.

Par conséquent, la Société a ajusté sa charge de paiements fondés sur des actions pour tenir compte des différences de méthodes comptables, ce qui a pour effet d'augmenter le surplus d'apport comme suit:

	Au 1 ^{er} juillet 2010	Au 30 septembre 2010	Au 30 juin 2011
Surplus d'apport			
Augmentation (diminution)	2 440	6 041	6 283
Cumulatif	2 440	8 481	8 723

4. Pertes de valeur à la date de transition

La Société a appliqué l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si des pertes de valeur avaient eu lieu à la date de transition aux IFRS. Aucune perte de valeur (ou reprise) n'a été relevée.

RISQUES ET INCERTITUDES

Risque lié aux conditions de l'industrie

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peut éviter. D'importantes dépenses en capital doivent être effectuées préalablement à l'obtention de quelques revenus provenant des opérations. Plusieurs programmes d'exploration ne mènent pas à la découverte d'une minéralisation, ou la minéralisation découverte peut ne pas être en quantité suffisante pour une exploitation profitable. Des situations inhabituelles, des feux, des conflits de travail, inondations, explosions, glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la machinerie, de l'équipement ou de la main-d'œuvre sont quelques-uns des risques encourus dans la poursuite des programmes d'exploration et de l'exploitation minière. La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux précieux dépend aussi de plusieurs facteurs, dont les infrastructures, la réglementation gouvernementale, les prix, les taxes, les royautés. Aucune garantie ne peut être obtenue voulant que le minerai soit découvert en quantité, qualité, volume et teneur justifiant une exploitation commerciale sur les propriétés de la Société. Plusieurs facteurs externes influent et peuvent avoir des impacts significatifs sur les résultats de la Société et sur ses besoins en financement et capitaux.

Risques financiers

La Société est considérée comme une société d'exploration. Elle doit donc obtenir du financement régulièrement afin de poursuivre ses activités d'exploration. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Risques relatifs aux titres de propriété

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Fiscalité

Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou le Ministère du Revenu du Québec soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes d'exploration ou de dépenses canadiennes de développement

Dépendance d'un personnel clé

Le développement de la Société est et continuera d'être dépendant de son habilité à attirer et retenir un personnel de gestion et d'exploration minière compétent. La Société fait face à la concurrence d'autres sociétés minières.

Conflit d'intérêts

Certains administrateurs de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts de temps en temps. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point.

Risque environnemental

La Société est sujette à différents incidents environnementaux qui peuvent survenir lors des travaux d'exploration. La Société maintient un programme de gestion des risques environnementaux qui comprend des plans et des pratiques opérationnelles.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Société sont la responsabilité des dirigeants de la Société et ont été approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous égards importants.

Montréal. Le 22 décembre 2011.

(signé) Frédéric Sahyouni, chef des finances **(signé) Dominique Doucet, président**